



ENTREPRISES

En 2003, le nombre d'établissements continue à baisser légèrement.

Le secteur des services devient majoritaire dans le Finistère, contrairement au secteur primaire.

Avec 38 883 établissements implantés sur son territoire, le Finistère accuse une baisse de 0,7 % par rapport à l'année 2003 (- 270 unités).

Cette diminution du nombre d'établissements reste, comme les années précédentes, essentiellement concentrée sur le secteur primaire. La baisse du nombre d'exploitations agricoles se poursuit avec 400 unités en moins dans ce secteur (- 3,9 %). La part des établissements relevant des activités de services (30 %) devient supérieure à celle du secteur agricole (26 %) (cf. graphique n°1). En 1996, 34 % des établissements exerçaient une activité agricole tandis que 24 % relevaient des services.

La pêche est également légèrement touchée, avec une perte de 2,8 % des établissements.

Le nombre d'unités de production de l'agroalimentaire décroît, à un rythme plus faible qu'en 2002 : - 3 %.

Le nombre de commerces stagne (- 0,4 %). Le secteur du commerce et de la réparation automobile continue à baisser, en revanche les établissements de commerce de détail augmentent.

TABEAU 1 • Répartition des établissements par secteur d'activité

Secteurs d'activité	01.01.04		01.01.03		Évolution 03 / 04
	Nombre d'établissements de - de 10 salariés	Nombre d'établissements de + de 10 salariés	Sous-total	Total général	
Pêche	800	22	822	849	- 2,8 %
IAA	180	169	349	358	- 2,6 %
Autres industries	1 608	398	2 006	2 067	- 3,0 %
BTP	4 664	370	5 034	4 968	1,3 %
Commerce	8 296	777	9 073	9 112	- 0,4 %
Services	10 431	841	11 272	11 075	1,7 %
Autres (Agriculture...)	840	50	890	10 300	- 3,9 %
Total	26 819	2 577	29 446	38 883	- 0,7 %

Source : Fichiers de la Chambre de Métiers et des CCI du Finistère
 * Sont répertoriés dans le sous-total les établissements inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) et au Répertoire des Métiers (RM) relevant du secteur de la pêche et dans le total général le nombre de navires finistériens.
 ** Sont répertoriées dans le sous-total les activités agricoles inscrites uniquement au RCS et au RM. Le total général représente les 10 300 exploitations agricoles et activités connexes recensées par la DDAF.

Bâtiment-Travaux Publics et Services dynamisent le tissu économique

Le bâtiment et les travaux publics, en léger retrait en 2002, retrouvent la croissance avec une augmentation de 1,3 %.

Enfin, l'augmentation des services ne se dément pas

au fil des ans avec une croissance de 1,7 % en 2003. En 1997, le département comptait 10 299 établissements dans ce secteur. Le dynamisme des services aux entreprises continue, mais dans une moindre mesure. Le boom de l'immobilier se ressent dans la croissance des activités de services. Par contre, le nombre d'hôtels, cafés et restaurants décroît.

La part des établissements de 10 salariés et plus reste stable dans le temps : 9 %.

Depuis 1998, le nombre total d'établissements (hors agriculture et pêche) est resté stable, passant de 27 762 à 27 734. Au fil des ans, les établissements de services sont en augmentation, l'industrie diminue et le commerce se maintient (cf. graphique n°2).

Une croissance des créations d'entreprises moins dynamique dans le Finistère qu'au niveau national

Hors exploitations agricoles, les immatriculations (2 867) ont augmenté de 5,5 %, contre 8,7 % au niveau national. À 10 %, le taux de natalité finistérien (nombre d'immatriculations / stock initial) reste stable par rapport à l'année 2002.

Parmi les immatriculations, 70 % sont des créations pures, un chiffre légèrement supérieur aux données nationales (68 %) fournies par l'Insee⁽¹⁾. Les créations, au nombre de 2 008 en 2003, ont augmenté

(1 843 en 2002). Cependant, avec une croissance de 8 %, le Finistère ne connaît pas un dynamisme aussi important que celui qui touche l'ensemble de la France (+ 12 %). Le territoire départemental se caractérise par une relative stabilité, ou de moindre amplitude des mouvements. En effet, les créations pures dans le Finistère étaient en légère augmentation entre 2000 et 2001 alors que les chiffres nationaux enregistraient un faible recul.

859 établissements ont été transmis en 2003, soit pratiquement un tiers des immatriculations. Comme les années précédentes, environ 3 % des entreprises finistériennes font l'objet d'une reprise.

Le nombre de radiations atteint 2 555. Le solde est donc positif.

Des établissements en majorité sous forme de sociétés

Hors exploitations agricoles, la structure sociétaire est la plus répandue (59 % des établissements). 41 % des dirigeants d'établissements ont opté pour l'entreprise individuelle.

Les sociétés à responsabilité limitée, type SARL,

EURL, sont les plus nombreuses. 40 % des dirigeants d'établissements ont opté pour ce statut juridique.

Les autres sociétés, principalement composées des sociétés anonymes et des sociétés par actions simplifiées, représentent 12 % des établissements.

Les chefs d'entreprises sont de plus en plus nombreux à choisir un statut juridique sociétaire. Les mesures de la loi pour l'initiative économique devraient accentuer ce phénomène, puisque la loi Dutreuil (Loi pour l'initiative économique du 1^{er} août 2003) ne fixe plus de montant minimum pour le capital social des SARL.

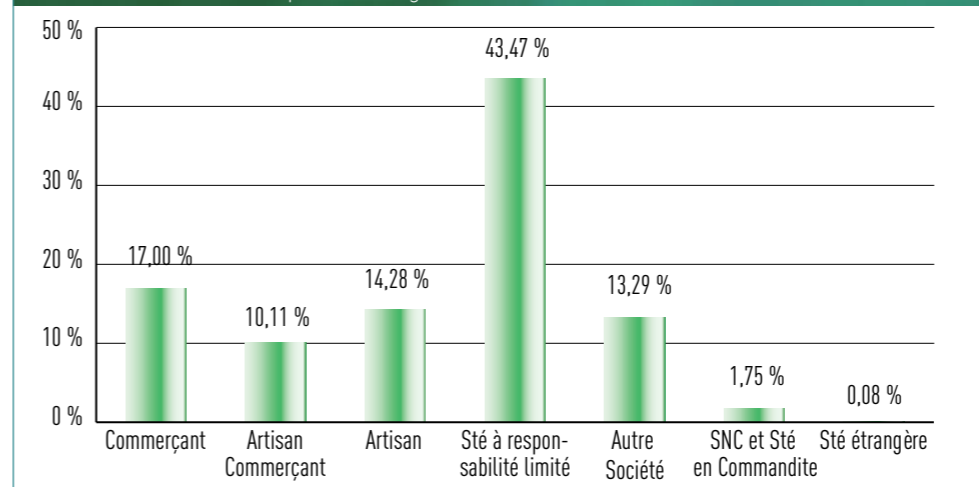
⁽¹⁾ INSEE PREMIÈRE - N°944 - Janvier 2004.

TABEAU 2 • Répartition des immatriculations et radiations d'entreprise par secteurs d'activité (hors exploitations agricoles)

Finistère 2003 Secteurs d'activité	Immatriculations			Radiations			Ensemble Solde
	Créations	Transmissions	Total	Suppressions	Transmissions	Total	
Agriculture	58	9	67	27	9	36	31
Pêche	51	3	54	29	15	44	10
IAA	9	9	18	22	7	29	-11
Autres industries	100	31	131	123	28	151	-20
BTP	361	58	419	292	77	369	50
Commerce	622	320	942	548	249	797	145
Services	807	429	1 236	578	551	1 130	106
Total	2 008	859	2 867	1 619	936	2 555	312

Source : Fichiers de la Chambre de Métiers et des CCI du Finistère

GRAPHIQUE 2 • Répartition des établissements par forme juridique (hors exploitations agricoles)



Source : Fichiers de la Chambre de Métiers et des CCI du Finistère

Pépinières d'entreprises, le pied à l'étrier

« Il existe déjà cinq pépinières d'entreprises animées par les CCI du Finistère et deux nouvelles structures devraient voir le jour avant la fin 2004.

Qu'apportent-elles aux créateurs ?

Le jeune créateur bénéficie d'abord de l'infrastructure de la pépinière : bureaux, secrétariat... mais aussi d'un conseil personnalisé et rapproché par l'animateur économique. L'ensemble des services de la CCI sont également à sa disposition. Tout est fait pour qu'il évolue dans des conditions essentielles à sa réussite.

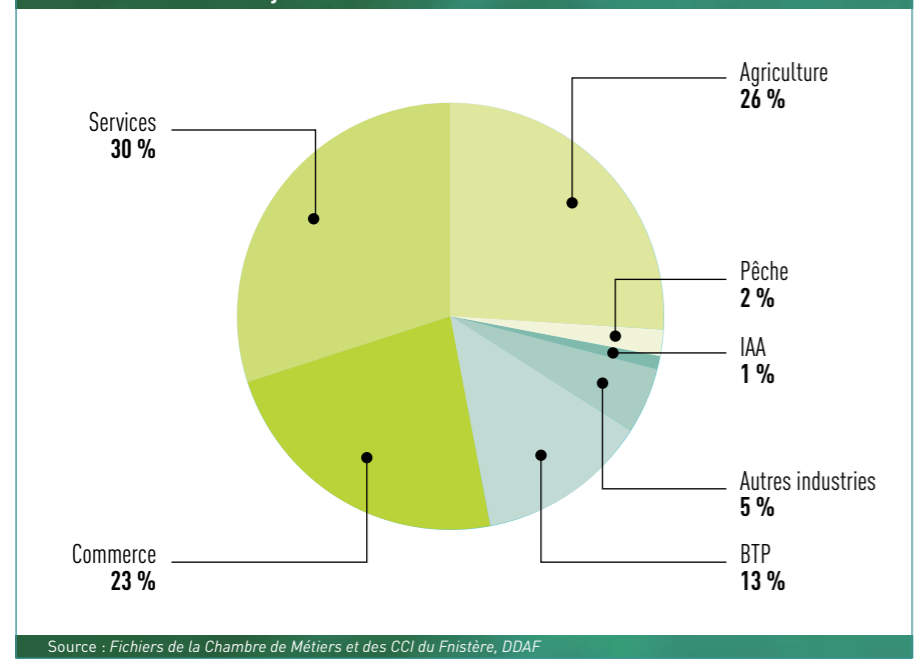
Notre souhait est de voir ces jeunes pérenniser leur activité, qui plus est sur le secteur de la pépinière. Depuis leur lancement, près de 200 entreprises ont déjà bénéficiées de ces services.

Quel est le degré d'implication des collectivités dans ce dossier ?

Il est important. Les CCI apportent leurs compétences aux créateurs tandis que les communautés de communes mettent à disposition l'infrastructure. Il s'agit là d'un partenariat exemplaire.

Yvon Pajot
Vice-président Industrie et International à la CCI de Brest

GRAPHIQUE 1 • Répartition des établissements finistériens par secteur d'activité au 1^{er} janvier 2004



Source : Fichiers de la Chambre de Métiers et des CCI du Finistère, DDAF